

GLENCORE

1^{er} octobre 2018

Pascale Schnyder
Rédactrice en chef
Dossier Action de Carême
c/o Brot für alle
Bürenstrasse 12
3007 Berne
Suisse

Via courriel à Chantal Peyer (peyer@bfa-ppp.ch)

Madame,

Glencore prend note du Dossier Action de Carême publié en septembre 2018. Nous voudrions profiter de cette occasion pour exprimer nos préoccupations quant à la qualité de ce Dossier en raison de ses inexactitudes factuelles au sujet de Glencore et de notre filiale Kamoto Copper Company (KCC) en République démocratique du Congo (RDC).

Nous regrettons que Pain pour le prochain (PPP) n'ait pas communiqué avec Glencore ou KCC sur ce Dossier avant sa publication. Nous notons néanmoins positivement que PPP reconnaît les progrès accomplis par Glencore et KCC en mettant en œuvre des actions éducatives, en soutenant des coopératives agricoles et en apportant des améliorations dans le domaine des soins de santé.

Gestion de l'eau

PPP soutient dans ce Dossier que Glencore a « promis de fournir aux habitants de Musonoi une meilleure infrastructure d'approvisionnement en eau d'ici à fin 2017, mais qu'en dehors de la construction par KCC de trois stations hydrauliques de l'autre côté de sa concession rien n'a été fait ». C'est matériellement inexact : KCC ne s'est jamais engagé à fournir de l'eau à la localité de Musonoi dans ces délais.

Au début de cette année, nous avons expliqué à PPP que la localité de Musonoi avait demandé à KCC de réhabiliter deux puits construits à l'origine par Gécamines. La localité de Musonoi reconnaît que ces deux puits constituent les seules solutions viables permettant d'assurer l'accès à l'eau dans le court à moyen terme. À ce jour, plusieurs réunions ont eu lieu entre KCC et Gécamines afin d'évaluer la situation et élaborer une solution possible.

Nous avons communiqué à de nombreuses reprises avec PPP pour répondre à son allégation selon laquelle, entre 2012 et 2014, des métaux lourds auraient été rejetés dans la rivière Luilu suite aux activités de KCC. À ce jour, on ne sait toujours pas sur quelles preuves repose cette allégation. En effet, KCC n'est pas la seule entreprise rejetant de l'eau dans la rivière Luilu. Qui plus est, PPP a refusé de présenter les résultats de son analyse d'eau.

KCC a réalisé des investissements substantiels pour résoudre les problèmes d'eau hérités du long passé de son complexe minier. Datant de plus de 50 ans, celui-ci a été mal entretenu par les opérateurs précédents. Pendant de nombreuses années, avant l'investissement de

Glencore plc

Baarermattstrasse 3, P.O. Box, CH-6341 Baar, Switzerland
T +41 41 709 20 00 F +41 41 709 30 00 www.glencore.com
Registered in Jersey with number 107710

Registered address: Queensway House, Hilgrove Street, St Helier, Jersey JE1 1ES

Glencore dans KCC, les opérateurs précédents de KCC ont rejeté des eaux résiduelles sans traitement. Les effluents ont été déversés sans restriction dans l'eau de surface locale. Depuis 2009, KCC a investi plus de 40 millions de dollars dans la pose de plus de 20 km d'infrastructures de canalisation, une usine de neutralisation par la chaux naturelle, un système d'élimination des résidus, des pompes spécialisées et des usines de traitement d'eau. Le complexe traite désormais l'intégralité de ses effluents avant de les rejeter.

En RDC, la législation sur l'eau régit le contrôle de celle-ci. KCC contrôle l'eau quotidiennement, mensuellement et trimestriellement par le biais de points de prélèvement à l'intérieur et à l'extérieur de sa concession ainsi que sur plusieurs sites de surveillance de la rivière Luilu. Conformément aux bonnes pratiques internationales en matière d'exploitation minière, la totalité des eaux résiduelles de KCC est décantée avant rejet.

KCC soumet au Ministère des mines un rapport annuel sur sa gestion de l'eau et accueille des inspecteurs du gouvernement pour qu'ils procèdent régulièrement à des prélèvements.

Dossier évoque un incident lors duquel Musonoi a été « envahi par la boue » fin 2017. Il s'agissait d'une conséquence directe de fortes pluies, sans lien avec les activités de KCC. Néanmoins, KCC a ensuite nettoyé les trois principaux égouts aux abords de la route de Musonoi afin de réduire les risques avant la prochaine saison des pluies. À la connaissance de KCC, la localité n'a pas subi de dommages durables.

Dossier évoque par ailleurs une prétendue fuite de la mine ayant pollué le sol et les jardins de plus de 400 foyers de Luilu au début de cette année. Au moment de l'incident, KCC a expliqué à la localité affectée que la fuite ne provenait pas de la mine et qu'en raison des fortes pluies l'entreprise n'était pas en mesure d'évaluer totalement l'impact sur les récoltes. KCC a choisi d'adopter une approche préventive positive en apportant aux personnes affectées une assistance financière et en les incitant à participer au programme de développement communautaire de KCC. Les autorités de la RDC ont finalement identifié dix familles touchées par cette fuite. Plus de 460 agriculteurs ont néanmoins reçu une assistance financière accordée bénévolement par KCC. Par ailleurs, les agriculteurs ont constitué cinq coopératives agricoles soutenues par le programme de développement communautaire de KCC.

Lutte contre la poussière

Dossier donne à penser que Glencore « refuse » d'asphalter les rues. C'est une présentation trompeuse. KCC s'acquitte d'une taxe routière auprès du gouvernement de la RDC spécifiquement destinée à cet effet. En outre, KCC soutient le gouvernement provincial dans une initiative d'infrastructure plus vaste visant à mettre en place une route de contournement destinée à réduire le fort trafic routier à travers la ville de Kolwezi et les localités avoisinantes.

On ne comprend pas bien sur quelle base factuelle PPP affirme que les activités de KCC sont massivement responsables de l'exposition à la poussière de Musonoi. Outre KCC, Sicominex et Commus exploitent des mines dans la zone située autour de cette localité. Par ailleurs, la route de Musonoi est publique et très utilisée par des usagers non liés aux mines.

En fait, KCC est la principale entreprise prenant effectivement des mesures qui visent à atténuer la pollution par la poussière en entretenant la route et en luttant contre la poussière par arrosage et utilisation de produits spécifiques. KCC a également planté une rangée d'arbres devant la localité de Musonoi afin de la protéger de la poussière.

Élaborer et mettre en œuvre des solutions pérennes afin d'améliorer les infrastructures liées à l'eau et de rénover les routes exige une approche multipartite impliquant le gouvernement régional, les entreprises du voisinage et les agences nationales. PPP semble attribuer cette responsabilité uniquement à Glencore, ce qui est déraisonnable et irréaliste. Nous regrettons également le commentaire de PPP qui, tout en reconnaissant que Glencore construit bel et bien des écoles, soutient des coopératives et améliore les soins de santé, affirme que nous ne nous attaquons pas aux préoccupations réelles de la population. Ce commentaire est inexact et n'est pas corroboré par nos relations avec les collectivités.

Création d'avantages socio-économiques

Nous en profitons pour souligner les avantages socio-économiques que nos entreprises créent au sein de la RDC. Nous apportons des contributions significatives à l'économie de la RDC tant au plan national que local. Nous sommes résolus à appliquer des normes élevées en matière de gouvernance d'entreprise et de transparence ainsi que favorables à une transparence accrue en ce qui concerne la redistribution et le réinvestissement des paiements effectués au gouvernement.

Nous avons participé activement à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) depuis 2011. Chaque année, nous publions un « Rapport des paiements aux gouvernements » qui précise notre approche en matière d'impôts et de transparence et recense, pays par pays et projet par projet, les paiements effectués pendant l'année. À travers cette approche transparente, nous soutenons une plus forte responsabilité au sein des pays où nous opérons.

Nos entreprises en RDC versent chaque année des impôts et des redevances directement aux autorités du pays. Depuis 2015, le gouvernement de la RDC a perçu plus de 1,1 milliard de dollars d'impôts et de redevances. Par ailleurs, nous avons consacré plus de 1,5 milliard de dollars à des dépenses d'investissement en RDC. À l'avenir, nous prévoyons que notre contribution économique et les paiements au gouvernement de la RDC seront sensiblement plus élevés en raison de la reprise de la production de cuivre chez KCC en décembre 2017, suite à un investissement majeur opéré sur 18 mois en vue de transformer ses installations de traitement.

En 2017, nos entreprises ont employé plus de 22 000 personnes en RDC et versé 67 millions de dollars de salaires. Par ailleurs, elles mettent des structures sanitaires de haut niveau à la disposition de leurs employés et des personnes à leur charge. Certaines accueillent également d'autres habitants de la région. Nous soutenons les campagnes de vaccination contre la poliomyélite et la rougeole pour plus de 30 000 enfants dans les collectivités locales.

Nous proposons des tests VIH/sida à nos employés et à leurs familles. Nous soutenons également le programme national de lutte contre le VIH/sida de la RDC à travers un programme de formation de pairs éducateurs au sein des collectivités locales, ainsi qu'à travers des campagnes de sensibilisation auprès de ces dernières et de groupes à haut risque, tels que les conducteurs de camions.

Nous avons mis en œuvre un vaste programme de contrôle afin de réduire l'impact du paludisme sur nos employés ainsi qu'au sein des collectivités locales. En 2017, quelque 20 000 foyers ont bénéficié d'une pulvérisation, ce qui a protégé plus de 115 000 personnes. Par ailleurs, des moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été proposées aux groupes à

haut risque – femmes enceintes et enfants de moins de cinq ans – et des sessions de sensibilisation au paludisme ont été organisées au sein des collectivités.

Outre notre participation à la construction, la remise en état et l'équipement d'écoles locales, nous travaillons avec les ONG et les églises locales à la tenue de camps de vacances d'été pour les enfants afin d'éviter qu'ils ne participent à des activités minières artisanales (ASM). En 2017, plus de 7200 enfants ont participé à ces camps et une réduction notable du nombre d'enfants employés à des activités ASM a pu être constatée.

Nous soutenons les projets de diversification économique gérés par des coopératives locales visant à établir des programmes axés sur des modes de subsistance différents afin de réduire la participation à des activités ASM. Ces projets sont centrés sur le développement de compétences dans les domaines de l'agriculture, de la soudure, de la menuiserie et de la restauration. En 2017, ils ont permis de former plus de 4000 personnes en vue de développer des activités.

En coopération avec le gouvernement, nous nous sommes engagés, à hauteur de 400 millions de dollars, à contribuer à la modernisation des infrastructures électriques de la RDC. Ce projet s'inscrit dans un programme de la Banque mondiale consistant à améliorer le réseau à haute tension afin de permettre à la compagnie d'électricité nationale SNEL d'élargir l'accès à l'électricité dans des zones non ou mal desservies. Il contribuera à générer de la croissance économique et des emplois.

Glencore favorise le dialogue avec ses parties prenantes et encourage des relations transparentes. Nous espérons que PPP en tiendra compte à l'avenir.

Cordialement,

Anna Krutikov
Responsable Groupe du Développement durable

Copie à : Chantal Peyer